

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 86 — 250

12 JUNI 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de verlening van een toelage inzake onregelmatige prestaties aan sommige leden van het personeel van de Algemene Inspectie voor het Leefmilieu en de Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen inzake onregelmatige prestaties aan sommige leden van het Bestuur van Waters en Bossen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 maart 1982 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve, zoals gewijzigd door de besluiten van de Executieve van 17 november 1982 en 10 en 28 juni 1983;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Openbaar Nut;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Administratie behoort,

Besluit:

Artikel 1. Een vergoeding inzake onregelmatige prestaties wordt aan de bosbeambten verleend.

Onder «bosbeambten» dient te worden verstaan de leden van het personeel van de buitendiensten van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest die voor de diverse gebieden en brigades instaan.

Art. 2. Het bedrag van de toelage is op gelijke wijze op 1 250 frank per maand vastgesteld.

Art. 3. Het ministerieel besluit van het Ministerie van Landbouw van 28 mei 1971 tot regeling van de verlening van een toelage inzake onregelmatige prestaties aan sommige leden van het personeel van het Bestuur van Waters en Bossen is, wat betreft het Waalse Gewest, opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Brussel, 12 juni 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,
Ph. BUSQUIN

F. 86 — 251

23 DECEMBRE 1985

Arrêté fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 69;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgente nécessité de procéder à la répartition des compétences dans l'intérêt du fonctionnement normal de l'Exécutif,

Arrêté :

Article 1er. Le présent arrêté répartit les compétences au sein de l'Exécutif en vue de la préparation et de l'exécution de ses décisions dans le respect de l'article 69 de la loi des réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. M. Melchior Wathelet, Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel, est compétent pour :

— la coordination de la politique de l'Exécutif;

— la saisine du Comité de Concertation visée à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

- les technologies nouvelles (en ce compris l'informatique) et l'énergie à l'exception de la valorisation des terrils, de la récupération d'énergie dans l'industrie, de l'utilisation du grisou et du gaz de hauts fourneaux, de la distribution d'électricité telle que définie à l'article 6, § 1er, VII, a de la loi spéciale du 8 août 1980, de la distribution publique de gaz telle que définie à l'article 6, § 1er, VII b de la loi spéciale du 8 août 1980;
- les relations extérieures;
- l'administration, la gestion du personnel et les services généraux sans préjudice toutefois de l'application de l'article 9 du présent arrêté;
- l'informatisation de l'administration.

Art. 3. M. Arnaud Declety, Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région Wallonne est compétent pour :

- la politique économique telle qu'elle est définie à l'article 6, § 1er, VI de la loi spéciale du 8 août 1980, en ce compris les P.M.E., les classes moyennes et les statistiques, à l'exception de la politique agricole et de ce qui a trait aux conditions d'exploitations des richesses naturelles ainsi que les concessions y relatives;
- l'acquisition, l'aménagement, l'équipement des terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs;
- la politique de l'emploi telle que définie à l'article 6, § 1er, IX de la loi spéciale du 8 août 1980;
- la valorisation des terrils;
- la récupération de l'énergie dans l'industrie;
- l'utilisation des gaz de hauts fourneaux.

Art. 4. M. Amand Dalem, Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région Wallonne est compétent pour :

- le logement, y compris l'article 33 du Code du Logement;
- les pouvoirs subordonnés tels que définis à l'article 6, § 1er, VIII de la loi spéciale du 8 août 1980 à l'exception des travaux subventionnés;
- la tutelle telle qu'elle est définie à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980;
- la fixation du pourcentage à attribuer au fonds spécial de l'aide sociale;
- la distribution d'électricité telle que définie à l'article 6, § 1er, VII a, de la loi spéciale du 8 août 1980;
- la distribution publique de gaz telle que définie à l'article 6, § 1er, VII b, de la loi spéciale du 8 août 1980;

Art. 5. M. Charles Aubecq, Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subventionnés pour la Région Wallonne est compétent pour :

- les finances et le budget;
- les travaux subventionnés aux pouvoirs locaux y compris les voiries, les travaux d'égouttage et les canalisations de distribution d'eau alimentaire;

Art. 6. M. Albert Liénard, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région Wallonne est compétent pour :

- l'aménagement du territoire tel qu'il est défini à l'article 6, § 1er, I de la loi spéciale du 8 août 1980 à l'exception du 3^e;
- le remembrement des biens ruraux;
- la rénovation rurale;
- l'hydraulique agricole et les cours d'eau non-navigables;
- le démergerage;
- la politique de l'eau telle qu'elle est définie à l'article 6, § 1er, V de la loi spéciale du 8 août 1980 à l'exception des travaux subventionnés aux pouvoirs locaux en matière d'égouttage et de canalisations de distribution d'eau alimentaire;
- les conditions d'exploitation des richesses naturelles ainsi que les concessions y relatives.

Art. 7. M. Daniel Ducarme, Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne, est compétent pour :

- l'environnement tel qu'il est défini à l'article 6, § 1er, II de la loi spéciale du 8 août 1980;
- la protection et la conservation de la nature;
- les espaces verts, les zones de parcs, les zones vertes;
- les forêts;
- la chasse et la tenderie;
- la pêche et l'industrialisation de la pisciculture;
- l'agriculture en ce compris les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles;
- les abattoirs;
- l'exploitation des ressources forestières et agricoles.

Art. 8. Les Ministres Melchior Wathelet et Arnaud Declety sont conjointement compétent en matière des réseaux de distribution de chaleur à distance visés à l'article 6, § 1er, VII, d de la loi spéciale du 8 août 1980.

Art. 9. Fait l'objet d'une délibération de l'Exécutif, la fixation du schéma général de l'Administration Wallonne.

Dans le respect des articles 9 et 13, § 6 de la loi spéciale des Réformes Institutionnelles du 8 août 1980, fait également l'objet d'une délibération de l'Exécutif, tout projet de statuts, en ce compris le cadre de tous organismes et institutions publics, à créer ou à adapter dans le cadre de la régionalisation.

Art. 10. Chaque Ministre, Membre de l'Exécutif, est compétent pour élaborer tout projet de création, d'organisation et de contrôle des institutions ou établissements traitant des matières qui relèvent de ses attributions.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif, tel qu'il est modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982, du 10 juin 1983, du 28 juin 1983 et du 4 décembre 1985, est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre vigueur le 11 décembre 1985.

Art. 13. Les Ministres, Membres de l'Exécutif, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 1985.

M. WATHELET
A. DECLETY
A. DALEM
Ch. AUBECQ
A. LIENARD
D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

D. 86 — 251

23. DEZEMBER 1985

Erlass zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der dringenden Notwendigkeit, die Verteilung der Zuständigkeiten vorzunehmen, damit die Exekutive normal arbeiten kann;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive:

Artikel 1. Unter Einhaltung von Artikel 69 des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und im Hinblick auf die Vorbereitung und die Ausführung der Beschlüsse der Exekutive werden durch vorliegenden Erlass die Zuständigkeiten unter die Minister der Exekutive verteilt.

Art. 2. Herr Melchior Wathelet, Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal, ist zuständig für :

- die Koordinierung der Politik der Exekutive;
- die Heranziehung des in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Konzertierungsausschusses;
- die neuen Technologien (einschliesslich der Datenverarbeitung) und die Energie, mit Ausnahme der Aufwertung von Halden, der Energierückgewinnung in der Industrie, der Verwendung von Grubengas und Hochofengas, der Stromversorgung, so wie sie in Artikel 6, § 1, VII, a, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist, der öffentlichen Gasverzorgung, so wie sie in Artikel 6, § 1, VII, b, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist;
- die auswärtigen Beziehungen;
- die Verwaltung, die Personalführung und die allgemeinen Dienste, unbeschadet jedoch der Anwendung des Artikels 9 des vorliegenden Erlasses;
- die Computerisierung der Verwaltung.

Art. 3. Herr Arnaud Decley, Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region, ist zuständig für :

- die Wirtschaftspolitik, so wie sie in Artikel 6, § 1, VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist, einschliesslich der K.M.B., des Mittelstands und der Statistiken, mit Ausnahme der Landwirtschaftspolitik und dessen, was die Bedingungen für die Ausbeutung der Naturschätze sowie die diesbezüglichen Konzessionen betrifft;
- die Anschaffung, die Anlage und die Ausstattung der Gelände, die zu Industrie-, Handwerks- und Dienstleistungszwecken benutzt werden, oder von sonstigen Infrastrukturen für die Aufnahme von Investoren;
- die Beschäftigungspolitik, so wie sie in Artikel 6, § 1, IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist;
- die Aufwertung der Halden;
- die Energierückgewinnung in der Industrie;
- die Verwendung von Hochofengas.

Art. 4. Herr Amand Dalem, Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region, ist zuständig für:

- das Wohnungswesen, einschliesslich des Artikels 33 des Wohngesetzbuches;
- die untergeordneten Behörden, so wie sie in Artikel 6, § 1, VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert sind, mit Ausnahme der bezuschussten Arbeiten;
- die Aufsicht, so wie sie in Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist;
- die Festlegung des Prozentsatzes, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zuzuteilen ist;
- die Stromversorgung, so wie sie in Artikel 6, § 1, VII, a, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist;
- die öffentliche Gasversorgung, so wie sie in Artikel 6, § 1, VII, b, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist.

Art. 5. Herr Charles Aubecq, Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschussten Arbeiten für die Wallonische Region, ist zuständig für:

- die Finanzen und den Haushalt;
- die bezuschussten Arbeiten zugunsten der lokalen Behörde, einschliesslich des Strassen- und Wegenetzes, der Kanalisationsarbeiten und der Trinkwasserversorgungsnetze.

Art. 6. Herr Albert Liénard, Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wasserwesens für die Wallonische Region, ist zuständig für:

- die Raumordnung, so wie sie in Artikel 6, § 1, I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist, mit Ausnahme des Punkts 3;
- die Flurbereinigung;
- die Neugestaltung ländlicher Gebiete;
- die Bewässerungstechnik und die nichtschiffbaren Wasserläufe;
- die Entwässerung;
- die Wasserpolitik, so wie sie in Artikel 6, § 1, V des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist, mit Ausnahme der bezuschussten Arbeiten zugunsten der lokalen Behörde in Sachen Kanalisation und Trinkwasser-versorgungsnetze;
- die Bedingungen für die Ausbeutung der Naturschätze sowie die diesbezüglichen Konzessionen.

Art. 7. Herr Daniel Ducarme, Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region, ist zuständig für:

- die Umwelt, so wie sie in Artikel 6, § 1, II. des Sondergesetzes vom 8. August 1980 definiert ist;
- den Schutz und die Erhaltung der Natur;
- die Grünflächen die Parkanlagen und die Grünzonen;
- die Wälder;
- das Jagdwesen und den Vogelfang;
- die Fischerei und die Industrialisierung der Fischzucht;
- die Landwirtschaft, einschliesslich der zusätzlichen und ergänzenden Unterstützungen zugunsten landwirtschaftlicher Betriebe;
- die Schlachthäuser;
- die Nutzung der Forst- und landwirtschaftlichen Ressourcen.

Art. 8. Die Minister Melchior Wathelet und Arnaud Decley sind gemeinsam zuständig für die in Artikel 6, § 1, VII, d, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnten Leitungsnetze von Fernheizungen.

Art. 9. Die Festlegung des allgemeinen Schemas der Wallonischen Verwaltung ist Gegenstand einer Beratung der Exekutive. Unter Beachtung der Artikel 9 und 13, § 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist jeglicher Entwurf von Satzungen, einschliesslich des Stellenplans, von im Rahmen der Regionalisierung zu schaffenden oder anzupassenden öffentlichen Anstalten und Einrichtungen ebenfalls Gegenstand einer Beratung der Exekutive.

Art. 10. Jeder Minister, Mitglied der Exekutive, ist zuständig für die Ausarbeitung der Entwürfe zwecks, Schaffung, Organisation und Kontrolle der Einrichtungen oder Anstalten, die sich mit Angelegenheiten befassen, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören.

Art. 11. Der Erlass der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind, so wie er durch die Erlasses der Exekutive vom 17. November 1982, vom 10. Juni 1983, vom 28. Juni 1983 und vom 4. Dezember 1985 abgeändert worden ist, ist aufgehoben.

Art. 12. Der vorliegende Erlass tritt am 11. Dezember 1985 in Kraft.

Art. 13. Die Minister, Mitglieder der Exekutive, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 23. Dezember 1985.

M. WATHELET
A. DECLEY
A. DALEM
Ch. AUBECQ
A. LIENART
D. DUCARME

VERTALING

23 DECEMBER 1985

Besluit tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve**De Waalse Gewestexecutieve.**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid over te gaan tot de verdeling van de bevoegdheden in het belang van de normale werking van de Executieve;

Besluit:

Artikel 1. Dit besluit verdeelt de bevoegdheden in het kader van de Executieve met het oog op de voorbereiding en de uitvoering van haar beslissingen met inachtneming van artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. De heer Melchior Wathelet, Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologien, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het beleid van de Executieve;
- het aanhangig maken van zaken bij het in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde Overlegcomité;
- de nieuwe technologien (met inbegrip van informatica) en de energie met uitzondering van de valorisatie van de steenbergen, de terugwinning van energie in de industrie, de aanwending van mijngas en van gas afkomstig van hoogovens, de elektriciteitsvoorziening zoals bepaald in artikel 6, § 1, VII, a, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de openbare gasdistributie zoals bepaald in artikel 6, § 1, VII, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;
- de buitenlandse betrekkingen;
- de administratie, het beheer van het personeel en de algemene diensten onverminderd echter de toepassing van artikel 9 van dit besluit;
- de informativering van de administratie.

Art. 3. De heer Arnaud Decley, Minister van de Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

- het economisch beleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, VI van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met inbegrip van de K.M.O.'s, de middenstand en de statistieken, met uitzondering van het landbouwbeleid en van wat de exploitatievooraarden van de natuurlijke rijkdommen en de concessies die hierop betrekking hebben betreft;
- de verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor de industrie, ambachtswezen en diensten of andere onthaalinfrastructuren voor investeerders;
- het tewerkstellingsbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;
- de valorisatie van de steenbergen;
- de terugwinning van energie in de industrie;
- de aanwending van gas afkomstig van hoogovens.

Art. 4. De heer Amand Dalem, Minister van Huisvesting en van het Toezicht voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

- de huisvesting, met inbegrip van artikel 33 van de Huisvestingscode;
- de ondergeschikte besturen zoals bepaald in artikel 6, § 1, VIII van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met uitzondering van de gesubsidieerde werken;
- het toezicht zoals bepaald in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;
- de vaststelling van het percentage dat aan het bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend;
- de elektriciteitsvoorziening zoals bepaald in artikel 6, § 1, VII, a, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;
- de openbare gasdistributie zoals bepaald in artikel 6, § 1, VII, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Art. 5. De heer Charles Aubecq, Minister van de Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

- de financiën en de begroting;
- de gesubsidieerde werken aan de lokale besturen, met inbegrip van wegen, rioleringenwerken en leidingen voor drinkwatervoorziening.

Art. 6. De heer Albert Liénard, Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

- de ruilverkaveling van landeigendommen;
- de landinrichting;
- de landbouwhydraulica en de onbevaarbare waterlopen;
- de ontwatering;

— het waterbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met uitzondering van de gesubsidieerde werken aan de lokale besturen inzake rioleringswerken en leidingen voor drinkwatervoorziening;

— de exploitatievoorraarden van de natuurlijke rijkdommen en de concessies die hierop betrekking hebben.

Art. 7. De heer Daniel Ducarme, Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

— het leefmilieu zoals bepaald in artikel 6, § 1, II van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

— de natuurbescherming en het natuurbehoud;

— de groengebieden, de parkgebieden, de groene ruimten;

— de bossen;

— de jacht en de vogelvangst;

— de visserij en de industrialisering van de visteelt;

— de landbouw, met inbegrip van de bijkomende en aanvullende tegemoetkomingen aan de landbouwbedrijven;

— de slachterijen;

— de exploitatie van de bos- en landbouwrijkdommen.

Art. 8. De Ministers Melchior Wathelet en Arnaud Declely zijn gezamenlijk bevoegd voor de in artikel 6, § 1, VII, d, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde netten voor warmtevoorziening op afstand.

Art. 9. Wordt aan een beraadslaging in de Executieve onderworpen de vaststelling van het algemeen schema van de Waalse Administratie.

Met inachtneming van de artikelen 9 en 13, § 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt eveneens aan een beraadslaging in de Executieve onderworpen alle statuutontwerp, met inbegrip van de personeelsformatie van alle overheidsdiensten en -instellingen, die in het kader van de gewestvorming zullen worden opgericht of aangepast.

Art. 10. Elke Minister, Lid van de Executieve, is bevoegd voor het uitwerken van alle ontwerp van oprichting, organisatie en controle van de instellingen of inrichtingen die behandelen welke bevoegdheden aangaan.

Art. 11. Het besluit van 12 maart 1982 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve, zoals gewijzigd door de besluiten van de Executieve van 17 november 1982, 10 juni 1983, 28 juni 1983 en 4 december 1985, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 11 december 1985.

Art. 13. De Ministers, Leden van de Executieve, zijn ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 1985.

M. WATHELET
A. DECLELY
A. DALEM
Ch. AUBECQ
A. LIENART
D. DUCARME

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

20 JANUARIJ 1986. — Koninklijk besluit houdende ontslag van een lid en benoeming van een lid en een plaatsvervangend lid van de Raad van beroep voor gewetensbezwaren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaren, gecoördineerd op 20 februari 1980, inzonderheid op de artikelen 5 en 9;

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

20 JANVIER 1986. — Arrêté royal portant démission d'un membre et nomination d'un membre et d'un membre suppléant du Conseil d'appel de l'objection de conscience

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, notamment les articles 5 et 9;